

The right to food, the right to fruits

“The right to food is an inclusive right. It is not simply a right to a minimum ration of calories, proteins and other specific nutrients. It is a right to all nutritional elements that a person needs to live a healthy and active life, and to the means to access them”. This is the position of the United Nations as expressed in the Fact Sheet from the UN Human Rights n° 34 entitled “The right to adequate food”.

It is “the right to have regular, permanent and free access to quantitatively and qualitatively adequate and sufficient food corresponding to the cultural traditions of the people to which the consumer belongs... *Adequacy* means that the food must satisfy *dietary needs*, taking into account the individual’s age, living conditions, health, occupation, sex, etc. For example, if children’s food does not contain the nutrients necessary for their physical and mental development, it is not adequate... Food that is energy-dense and low-nutrient, which can contribute to obesity and other illnesses, could be another example of inadequate food”.

From this, can we consider that the right to food is fulfilled when policy-makers, donors, development agencies and research organizations are primarily focusing their efforts on major crops such as maize, rice, soybeans and wheat, saying it is the best way to address food security and poverty reduction? Can we consider that the right to food is fulfilled when, at the same time, trade liberalization is supported by the WTO, thus promoting a homogenization of food systems; or when the biofortification of certain commodities is seen as a panacea for addressing nutritional deficiencies, regardless of cultural traditions, and with no respect for the richness of the related diet practices and knowledge that will disappear very soon if nothing is done to preserve them?

Can we consider that the right to food, and also the right to health, are respected, when the emerging burden of non-communicable diseases in developing countries, and especially in urban areas [see editorial *Fruits* 66 (1)], which is mostly related to food, is far from being clearly explicit in most of the agendas of international research and development?

Fortunately, there are significant changes underway, driven in particular by the *World Conference on Agricultural Research for Development* (GCARD). An example is the recent meeting organized jointly by the *Global Forum on Agricultural Research* (GFAR) and the *International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture* (ITPGRFA) on “Agrobiodiversity and the development importance of local varieties and indigenous species” recently held in Rome in January. Its objective was to initiate a process of recovery of plant diversity, beyond the major crops, and promote activities taking into account their importance to development.

Their importance to development concerned three main functions: as a supplier of foods naturally rich in several micronutrients for improved health and nutrition that can also create market opportunities and increase the value of agricultural production; as a source of income, particularly for poor producers who have very little land; and as a contributor to the diversification within and between cropping systems to enhance their resilience and sustainability.

Fruits are definitely part of that diversity, beyond the so-called major crops. The right to fruits must be promoted to help meet the critical challenges of today.

Dr. Jacky Ganry
Scientific Director of *Fruits*

Le droit à l'alimentation, le droit aux fruits

« Le droit à l'alimentation est un droit global. Il ne se limite pas à une ration minimale de calories, de protéines ou d'autres nutriments spécifiques. C'est le droit à tous les éléments nutritifs dont toute personne a besoin pour mener une vie saine et active, ainsi qu'aux moyens permettant d'accéder à ces éléments ». Telle est la position de l'Organisation des Nations Unies exprimée dans la fiche d'information du n° 34 des droits de l'homme des Nations Unies, intitulée « Le droit à une nourriture suffisante ».

Il est « *le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur... Adéquation* signifie que les denrées doivent satisfaire aux *besoins alimentaires* des consommateurs, compte tenu de leur âge, de leurs conditions de vie, de leur état de santé, de leur profession, de leur sexe, etc. Par exemple, si les aliments des enfants ne contiennent pas les éléments nutritifs nécessaires à leur développement physique et mental, ils ne sont pas adéquats. Les aliments énergétiques mais à faible teneur en éléments nutritifs, qui peuvent contribuer à l'obésité et à d'autres maladies, peuvent également être considérés comme des aliments inadéquats. »

Partant de là, peut-on considérer que le droit à l'alimentation est respecté lorsque les décideurs politiques, bailleurs de fonds, agences de développement et les organismes de recherche font surtout porter leurs efforts sur les grands produits agricoles comme le maïs, le riz, le soja et le blé, affirmant que c'est la meilleure façon d'aborder la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté ? Peut-on considérer que le droit à l'alimentation est respecté lorsque, dans le même temps, la libéralisation des échanges est soutenue par l'OMC favorisant ainsi une homogénéisation des systèmes alimentaires ou lorsque la biofortification de certains produits de base est considérée comme une panacée pour résoudre les carences nutritionnelles, sans se soucier des traditions culturelles et sans aucun respect de la richesse des habitudes alimentaires qui vont disparaître très rapidement si rien n'est fait pour les préserver ?

Peut-on considérer que le droit à l'alimentation, et également le droit à la santé, sont respectés, lorsque le nouveau fardeau des maladies non transmissibles dans les pays en développement, et en particulier dans les zones urbaines [voir l'éditorial de *Fruits* 66 (1)], et qui est la plupart du temps lié à l'alimentation, est loin d'être clairement explicité dans la plupart des agendas de la recherche internationale et le développement ?

Heureusement qu'il y a des changements importants en cours, portés en particulier par la *Conférence Mondiale sur la Recherche Agricole pour le Développement* (GCARD). Un exemple en est la récente réunion organisée conjointement par le *Forum Mondial de la Recherche Agricole* (GFAR) et le *Traité International sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture* (TIRPAA) sur « la biodiversité agricole et l'importance du développement des variétés locales et des espèces indigènes » qui s'est tenue récemment à Rome, en janvier. L'objectif en était d'engager un processus de valorisation de la diversité végétale, au-delà des grandes cultures, et de promouvoir des actions tenant compte de leur importance pour le développement.

Leur importance pour le développement a été déclinée autour de trois fonctions principales : comme fournisseur d'aliments naturellement riches en divers micronutriments pour une meilleure nutrition et santé, capables aussi de créer des opportunités de marché et d'accroître la valeur de la production agricole ; comme source de revenu, en particulier pour les producteurs pauvres qui ont très peu de terres ; comme contributeur à la diversification dans et entre les systèmes de culture permettant de renforcer leur résilience et leur durabilité.

Les fruits sont définitivement partie de cette diversité, au-delà des cultures dites principales. Le droit aux fruits doit être promu pour contribuer à relever les défis cruciaux d'aujourd'hui.

Dr. Jacky Ganry
Directeur scientifique de *Fruits*